

## L'URSS et le concept de dissuasion (Note)

Jean-Christophe Romer

Volume 12, numéro 4, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701277ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701277ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

### ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cette note

Romer, J.-C. (1981). L'URSS et le concept de dissuasion (Note). *Études internationales*, 12(4), 749–757. <https://doi.org/10.7202/701277ar>

## NOTE

# L'URSS ET LE CONCEPT DE DISSUASION

Jean-Christophe ROMER\*

Les politiques de défense des principaux États occidentaux suscitent régulièrement des débats plus ou moins passionnés. Ces débats font suite, en règle générale, à des changements d'ordre technologique et/ou politique susceptibles de transformer l'équilibre mondial des forces et aboutissent à des modifications voire à des réadaptations des concepts et des politiques stratégiques des États concernés.

On a ainsi pu assister au début des années 1970 à l'instauration d'une nouvelle doctrine américaine de « riposte adaptée » dite doctrine Schlessinger. Celle-ci faisait suite, sur le plan politique à la signature des accords SALT I en 1972 et, sur le plan technologique au développement du mirvage des missiles américains et à la maîtrise de cette technique par les Soviétiques dès 1973.

La signature de l'accord SALT II en juin 1979, l'adoption du programme de construction des missiles mobiles « MX » ainsi que la décision de doter les États européens de nouveaux missiles dits eurostratégiques en réponse à l'installation des missiles SS.20 soviétiques, ont relancé le débat au début de la décennie 1980.

Face à ces changements doctrinaux, l'URSS semble être restée impassible — mais non indifférente — en maintenant les grandes lignes de sa doctrine stratégique telle qu'elle a été définie par le Maréchal Sokolovskij en 1962<sup>1</sup> et reprise sans modifications fondamentales par le Maréchal Grečko en 1975<sup>2</sup>. Il faut toutefois remarquer la coïncidence qui existe entre les dates de publication de ces deux « manuels » de stratégie soviétique et l'adoption, par les Américains, de nouvelles doctrines stratégiques: la doctrine Mac Namara en 1961 et Schlessinger en 1974. Cette coïncidence ne saurait bien entendu être le fruit du hasard.

Les récentes décisions des Américains concernant leur doctrine stratégique et les armes eurostratégiques semblent avoir provoqué, en Union soviétique, des débats importants dans les milieux civils et militaires spécialistes des questions de politique de défense. Ces discussions ne paraissent pas remettre directement en question le principe fondamental de la stratégie soviétique — « une frappe massive et simultanée contre les centres vitaux et les moyens de combat de l'ennemi »<sup>3</sup> — qui au contraire est largement réaffirmé. Il s'agit en fait

---

\* Centre de Recherches sur l'URSS et les Pays de l'Est de l'Université de Strasbourg III et chargé d'Enseignement à l'Université de Paris X.

1. V. SOKOLOVSKIJ, *Voennaja Strategija* (stratégie militaire), Moscou Voenizdat, 1962. Une seconde édition est parue en 1963 et une troisième en 1968.
2. A. GREČKO, *Vooružennye sily sovetskogo gosudarstva* (Les forces armées de l'État soviétique), Moscou, Voenizdat, 1975.
3. H. PARIS, « Stratégies soviétiques et américaines », *Cahiers de la FEDN* n° 17, Paris 1980, pp. 68-69.

de replacer ce principe dans le cadre d'un discours politique différent qui tournerait autour d'un concept de « dissuasion ».

La dissuasion était jusqu'à présent considérée comme un concept strictement occidental et jugée incompatible avec la doctrine d'emploi et de frappe massive en vigueur en URSS. Sur ce point, il faut toutefois préciser que lorsque les Soviétiques affirment qu'ils mènent une politique et une stratégie strictement défensive et que, dans le cadre de la coexistence pacifique, ils se dotent des moyens politiques, économiques, sociaux et militaires pour empêcher « l'impérialisme » d'user de la force à leur encontre, ils annoncent, dans les faits une politique de dissuasion. C'est d'ailleurs dans ce sens que l'on a pu parler, dans les années 1960-1970 de « dissuasion mutuelle », même si l'URSS n'en reconnaissait pas le principe.

Mais l'objet de cette étude n'est pas de savoir si les Soviétiques cherchent effectivement à dissuader leur adversaire potentiel mais bien de savoir s'ils transcrivent ces faits dans la théorie et de quelle manière. Il s'agira donc d'étudier la doctrine stratégique telle qu'elle est affichée et non la stratégie réelle telle qu'elle est élaborée dans le secret des États-majors. Le choix de cette approche pourra impliquer certaines contradictions évidentes entre le discours et les moyens matériels et techniques dont se dotent les Soviétiques pour assurer leur défense.

Un tel décalage entre le discours et la réalité n'est bien entendu pas l'apanage de la seule Union soviétique, comme tendent à le montrer les remarques d'un auteur soviétique : « ... pourquoi [les stratèges américains] jonglent-ils entre deux types de menace ? Parce que, en passant d'une tactique d'emploi déclarée à une autre, Washington s'efforce à chaque fois de compliquer la planification stratégique de son adversaire. Il essaye de gagner quelque avantage psychologique dans la mesure où les « stratégies » déclarées ne coïncident pas nécessairement avec les plans de combat réels de Washington »<sup>4</sup>.

De même, aucun pays n'annoncera sa doctrine stratégique comme étant une doctrine agressive et ne retiendra jamais, dans son discours, l'hypothèse d'une première frappe contre l'adversaire potentiel. Les demandes, faites régulièrement par l'Union soviétique, de signer un accord sur la renonciation à l'utilisation en premier de l'arme nucléaire sont en ce sens très significatives. Tout le discours stratégique soviétique est donc axé sur l'hypothèse d'une agression occidentale. Il faut toutefois relever que les Soviétiques envisagent différentes formes d'agression ; en d'autres termes, ils estiment que l'URSS peut être agressée par des moyens autres que militaires et directs. Moscou a ainsi fait savoir qu'elle considérerait, par exemple, la dotation de la RFA en armes nucléaires comme une agression.

Toutefois, s'il existe un certain décalage entre le discours stratégique et la stratégie réellement planifiée, on ne saurait sous-estimer pour autant ce discours, dans la mesure où il correspond en fait à une volonté politique des dirigeants soviétiques. Ainsi tout changement, dans la ligne du discours correspond à un changement dans la ligne de politique étrangère de l'URSS. Le changement d'approche du concept de dissuasion en est un exemple.

Certains textes, émanant d'autorités scientifiques soviétiques et certaines discussions que nous avons eues avec des spécialistes soviétiques semblent en effet confirmer, par recoupement, sinon que l'Union soviétique a officiellement adopté ce concept – nouveau pour elle – tout au moins que des discussions seraient actuellement en cours sur ce sujet. Il s'agira donc de faire le point de ces « signes du changement » et de dégager s'il existe une

4. N. TROFIMENKO « Counterforce Illusion of a Panacea » *International Security* Vol. V, n° 4, Printemps 81, p.33.

distinction entre le concept tel qu'il est perçu à l'Ouest et le concept en voie d'élaboration à l'Est, ainsi que les cadres théoriques et politiques dans lesquels s'inscrit ce changement virtuel.

## I – LES SIGNES DU CHANGEMENT

Avant d'aborder directement ces signes du changement, il semble nécessaire de rappeler rapidement ce que l'on entend par dissuasion à l'Ouest ainsi que les raisons pour lesquelles les Soviétiques ne pouvaient accepter un tel concept.

Si l'on se réfère à l'ouvrage du Général Poirier, *Des stratégies Nucléaires*, on peut dire que « la stratégie de dissuasion nucléaire est un mode préventif de la stratégie d'interdiction qui se donne pour but de détourner un candidat agresseur d'agir militairement en le menaçant de représailles nucléaires calculées de telle sorte que leurs effets physiques probables constituent à ses yeux un risque inacceptable eu égard aux finalités politiques motivant son initiative »<sup>5</sup>. Il s'agit donc d'une « stratégie de non-guerre, de non-emploi réel des forces armées. L'effet inhibiteur se fonde sur un emploi virtuel des forces: emploi réduit à la formulation d'une menace de réaction efficace »<sup>5</sup>.

De leur côté, comment les Soviétiques perçoivent-ils le concept occidental de dissuasion? Une brève étude sémantique s'avère ici indispensable dans la mesure où elle constitue déjà un élément de réponse. Le terme utilisé en langue russe est en effet assez représentatif de la conception que se font les Soviétiques du concept occidental. Bien qu'il existe dans la langue russe un terme correspondant assez bien à l'idée occidentale de dissuasion (otgovorit'), les Soviétiques en utilisent un autre, ou plutôt deux autres: « sderživanie » et « ustrašenie ». Le premier de ces termes pourrait se traduire par « rétention » et correspondrait à l'idée anglo-saxonne de « containment »; le second se traduirait par « intimidation », « action d'épouvanter ». De plus, même si l'on ne peut le considérer comme une règle absolue, il convient de remarquer que le premier terme est généralement employé par des universitaires « civils » alors que le second aurait plutôt les faveurs des milieux militaires.

On peut ainsi considérer que les Soviétiques perçoivent le concept occidental plus comme un concept de persuasion que de dissuasion pour reprendre la distinction du général Poirier: « la dissuasion est un mode de la stratégie d'interdiction, la persuasion est un mode de la stratégie de contrainte ou de coercition »<sup>6</sup>.

Or, il est bien évident qu'une telle conception de la dissuasion ne saurait convenir à la ligne de politique extérieure de l'URSS, affichée comme une politique de paix, comme « une politique qui ne menace personne ». C'est ainsi que L. Semejko affirmait que « le concept même de dissuasion a été et demeure tout à fait faux s'agissant de l'Union soviétique. Car il présume que c'est l'URSS qui prendra l'initiative de l'agression et c'est pourquoi, voyez-vous, il faut l'en « dissuader » par la puissance nucléaire américaine. Dans les conditions où la « dissuasion » est privée de base politique, elle se présente comme une tentative « d'intimider » l'Union soviétique, d'exercer sur elle une pression politique »<sup>7</sup>.

Il y a donc incompatibilité absolue entre l'interprétation soviétique de la dissuasion occidentale et la ligne politique officielle. Par contre, si l'on inverse les rôles, il semble parfaitement plausible que l'URSS puisse envisager de dissuader les occidentaux puisque selon les Soviétiques, une attaque ne peut provenir que de l'Ouest. Se pose alors la question de la compatibilité du concept de dissuasion avec celui de coexistence pacifique. En effet,

5. L. POIRIER, *Des stratégies nucléaires*, Paris, Hachette, 1977, pp.131-132.

6. L. POIRIER, *op.cit.*, p.133.

7. L. SEMEJKO, « Illusions stratégiques » *Temps nouveaux*, 50, décembre 1980, p.14.

l'URSS n'a jamais envisagé auparavant d'adopter un concept de dissuasion car d'une part la ligne de coexistence pacifique était suffisante pour empêcher l'éclatement d'une guerre entre les deux camps et d'autre part, il y a incompatibilité entre la coexistence pacifique et la dissuasion perçue comme un concept militaire. La coexistence pacifique implique notamment une politique de désarmement partiel puis total et sous-entend une dynamique des lois du développement historique refusant le statu quo politique et social. Or, selon les Soviétiques, la politique de dissuasion telle qu'elle est perçue par les occidentaux implique à la fois le maintien d'un niveau élevé des armements, voire une poursuite de la course aux armements issue de la rationalité des économies occidentales et un certain immobilisme politique et social. Il ne saurait par conséquent être envisageable pour Moscou d'accepter un tel concept militaro-stratégique<sup>8</sup>.

Par contre, si la dissuasion est perçue comme un concept strictement politique, servant la ligne de coexistence pacifique et lié à une conjoncture particulière, la contradiction entre les deux termes s'estompe : la dissuasion peut alors s'intégrer dans la dynamique sociale du champ idéologique soviétique et répondre aux objectifs de la « Défense de la paix » prônés par l'URSS depuis la Révolution d'Octobre. La dissuasion soviétique ne saurait donc être une fin en soi mais seulement un moyen d'une politique à long terme.

À côté de ces considérations théoriques, certains spécialistes semblent ainsi en train de reconsidérer leur conception de la dissuasion. Notamment à l'occasion du Congrès Mondial de Sciences Politiques qui s'est tenu à Moscou en Août 1979, un académicien soviétique, Georgij Arbatov reconnaissait sinon le bien-fondé tout au moins l'utilité de la dissuasion pour empêcher l'éclatement d'une guerre mondiale : « Mis à part quelques écarts et d'énormes excès, le développement des systèmes d'armes stratégiques a tendu, durant les deux décennies passées, à réfréner (ou à dissuader) et peut être à renforcer la dissuasion. Sans idéaliser le moins du monde l'idée de dissuasion, disons qu'elle fut à l'origine de la situation d'impasse stratégique qui a permis jusqu'à présent d'éviter un conflit nucléaire général »<sup>9</sup>.

Il est bien évident qu'il n'est pas possible de tirer de ces quelques phrases la conclusion que l'Union soviétique a adopté l'idée de la dissuasion, même si elles ont été prononcées par M. Arbatov <sup>10</sup>.

Pourtant, la multiplication des références à une politique soviétique de dissuasion, à la fois dans des écrits et à l'occasion de conférences ou de discussion, tendent à ce que l'on s'interroge sur le développement de la place de cette idée dans le système de pensée politique et stratégique soviétique.

Ainsi, Aleksej Arbatov écrivait-il « en assurant la défense de l'URSS et de ses alliés, en soutenant absolument la capacité d'une seconde frappe destructrice sur quelqu'agresseur que ce soit, les forces stratégiques soviétiques sont devenues un puissant moyen *politique* (souligné par nous) de dissuasion de l'agresseur, d'arrêt de ses plans dangereux »<sup>11</sup>.

De telles idées ont été reprises à l'occasion d'une conférence d'un universitaire soviétique de passage à Paris au cours du mois de janvier 1981. Celui-ci laissait entendre

8. Voir L. SEMEJKO, *Temps Nouveaux*, 50, 1980, *op.cit.* p.14 : « Dans les conditions où la dissuasion est privée de base politique... ».

9. G. ARBATOV, « La détente internationale et le problème du conflit » in, *La Politique soviétique de Paix* Moscou, Académie des Sciences de l'URSS, 1979, p.38.

10. G. ARBATOV est directeur de l'Institut des États-Unis et du Canada de l'Académie des Sciences de l'URSS et membre titulaire du Comité central du PCUS depuis le XXVI congrès du PCUS en février 1981.

11. A. ARBATOV, « Strategičeskij paritet i politika administracii Kartera » (La partie stratégique et la politique de l'administration Carter), *SSA* 11, novembre 1980, p. 31.

qu'il existait actuellement en URSS des discussions autour d'une « doctrine soviétique de dissuasion »<sup>12</sup>.

Il définissait l'arsenal soviétique comme une « arme défensive destinée à dissuader un agresseur éventuel », comme une arme destinée à prévenir une guerre nucléaire, à éviter le recours ou la menace du recours à la force. Il distinguait ainsi le concept occidental-américain – du (futur) concept soviétique de dissuasion. Le concept américain, selon lui, n'étant qu'une dissuasion obtenue par des « mesures négatives conduisant à la course aux armements, par le refus de la limitation de la force dans les relations internationales » : il s'agit par conséquent d'une « dissuasion offensive dont l'objectif est de savoir comment mener une guerre victorieuse, d'une dissuasion par l'équilibre de la terreur rendue encore plus dangereuse par l'adoption de la directive 59 prévoyant une première frappe désarmante américaine.

Par contre, toujours selon cet universitaire, le concept soviétique serait d'une nature totalement différente. Il s'agit d'un concept strictement défensif mais également d'un concept social résultant d'un « jeu entre les forces militaires et sociales » ; Ce qui lui donne par conséquent le caractère dynamique indispensable pour le situer dans le cadre de la coexistence pacifique.

Le dernier élément tendant à montrer qu'il y a au moins discussion autour de ce concept est une conversation que nous avons eue avec le responsable du secteur des questions militaires contemporaines de l'Institut des États-Unis et du Canada de l'Académie des Sciences de l'URSS. Celui-ci affirme que la dissuasion existe de fait en URSS depuis le début de la course aux armements. C'est ainsi que, à la fin des années 1950, face à l'installation des forces nucléaires avancées en Europe FBS, donnant aux occidentaux les conditions d'une première frappe, l'URSS a été « obligée » de répliquer avec une force équivalente à celle de l'OTAN (SS. 4, SS.5) qui permette de « dissuader » l'OTAN d'attaquer. Cette situation de dissuasion a, toujours selon cet universitaire, permis d'obtenir une des situations d'équilibre les plus stables en Europe au cours des années 1960. Mais, au début des années 1970, les forces de l'OTAN se sont perfectionnées et ont été augmentées des forces nucléaires britanniques et françaises<sup>13</sup>. Le moyen de rétablir l'équilibre dissuasif à l'égard des forces occidentales a donc été pour les Soviétiques de développer leurs missiles SS.20. Il n'est pas dans notre propos de juger du bien-fondé de l'argumentation proposée ici, notamment en ce qui concerne l'installation des missiles SS.20 et leur justification. Il s'agit seulement de constater que l'idée de dissuasion cherche à faire son entrée, non seulement dans la politique de défense de l'URSS, mais aussi, rétrospectivement, dans l'histoire de cette politique.

Quoi qu'il en soit, il est certain que, au moins chez certains théoriciens et notamment à l'Institut des États-Unis et du Canada la dissuasion soit admise comme faisant partie de l'arsenal conceptuel de la politique soviétique de défense. Par contre cette innovation ne semble pas encore reconnue comme vérité officielle. En effet, aucun dirigeant politique de haut rang tels MM. Brejnev, Ustinov ou Gromyko, n'y a fait explicitement allusion jusqu'à présent. Et il est bien évident que ce n'est que lorsque ces dirigeants aborderont le sujet que l'on pourra affirmer que la dissuasion fait désormais partie de l'arsenal conceptuel de la stratégie soviétique.

## II – POURQUOI LE CHANGEMENT ?

Tous ces signes de changement ne sont pas venus sans raisons à la fin des années 1970. Il faut en effet les replacer non seulement dans le cadre des relations américano-soviétiques mais également dans le cadre du changement de la doctrine stratégique américaine et de ses conséquences dans les perceptions soviétiques.

12. Conférence du Professeur Ivan Tjulín au CERED Université de Paris I, le 27.1.81.

13. Les Soviétiques se sont toujours refusé de dissocier les forces nucléaires françaises de l'ensemble des forces nucléaires occidentales.

La détérioration des relations américano-soviétiques à partir du milieu des années 1970 et l'abandon par M. Carter des règles du jeu et de la complicité existant entre les deux Grands établies au cours de l'administration républicaine précédente a fortement perturbé les Soviétiques. En effet, ceux-ci, en raison de la nature même de leur système politique, ont besoin de stabilité afin de pouvoir planifier leur politique étrangère à moyen et à long terme.

Les indécisions de l'administration démocrate, la lenteur et les difficultés apparues au cours des négociations des accords SALT II suivis de leur non ratification par le Congrès ont incité les Soviétiques à reposer la question de la validité du concept de coexistence pacifique. Celle-ci est-elle toujours à même de garantir la paix ou tout au moins d'éviter la guerre entre les deux camps comme cela a été le cas depuis le milieu des années 1950. Monsieur Brejnev n'a-t-il pas jugé opportun de se demander à l'occasion de l'une de ses visites à Prague si l'on ne revenait pas sinon à la guerre froide tout au moins à une situation de « guerre fraîche ».<sup>14</sup>

Ces interrogations et ces incertitudes des Soviétiques ont encore été renforcées avec le vote, par le Congrès américain, des crédits pour la réalisation du programme de missiles mobiles « MX ». Ce vote, intervenu quelques jours avant la signature, à Vienne, des accords SALT II a été perçu en URSS comme un élément de déséquilibre entre l'Est et l'Ouest au moment même où Moscou se voyait reconnaître le principe d'une parité stratégique globale.

L'inquiétude des Soviétiques est enfin arrivée à son comble à la suite de l'adoption de la Directive Présidentielle n° 59 en août 1980. Celle-ci admet notamment explicitement la possibilité d'une « guerre nucléaire limitée et prolongée avec adjonction de nouvelles cibles en fonction du déroulement des opérations »<sup>15</sup>. De plus, la Directive 59 implique une frappe préemptive américaine « anti-forces et anti-centres de décisions civils et militaires ». Or, une telle frappe remet en question la volonté même de dissuader. Et, au-delà de cette nouvelle stratégie, les occidentaux remettent de plus en plus en question l'efficacité de la dissuasion en soi, car elle serait susceptible de se retourner contre ses initiateurs en cas d'agression soviétique. Les occidentaux pourraient en effet hésiter à riposter à une telle attaque dans la mesure où l'URSS garderait une capacité de troisième frappe (deuxième frappe soviétique) et seraient de ce fait auto-dissuadés.

Par ailleurs, l'arsenal stratégique a acquis à partir de 1972 une capacité d'adaptation et une souplesse d'utilisation dans toutes les circonstances possibles qu'il n'avait pas auparavant. Les missiles soviétiques comme les missiles américains sont désormais suffisamment perfectionnés pour atteindre n'importe quel objectif et pour répondre à n'importe quel type de menace<sup>16</sup>. Cette souplesse technologique permet logiquement d'assouplir à son tour l'arsenal doctrinal et théorique. Moscou peut ainsi reconnaître que, malgré tous ses défauts, la dissuasion a permis d'éviter toute confrontation directe entre l'Est et l'Ouest pendant quelque vingt ans et donc que la dissuasion constitue un élément important pour l'équilibre international. On aboutirait ainsi à cette situation que l'URSS, consciente de ce que signifie la nouvelle doctrine américaine et du danger qu'elle représente pour sa propre conception de la paix, envisage d'inverser les rôles de dissuadeurs par rapport à la période précédente<sup>17</sup>, sans modifier bien sûr la base même de sa doctrine militaire.

14. *Pravda*, 1<sup>er</sup> juin 1978.

15. H. PARIS, *op. cit.*, pp. 89-90.

16. Cette analyse du changement de nature de l'arsenal soviétique nous a été développée par le professeur John Erickson de l'Université d'Edimbourg. Il est évident qu'une telle transformation de l'armement va à l'encontre de la doctrine affichée, encore en vigueur, mais qui pourrait être modulée ou relativisée dans un assez bref délai.

17. Il est évident que l'on reste ici au niveau du strict discours théorique.

Des analyses de certains auteurs soviétiques semblent vérifier cette hypothèse. Ainsi, Lev Semejko, chercheur à l'Institut des États-Unis, commentant la Directive 59 et certains de ses initiateurs, affirme que les Américains ont adopté la stratégie qu'ils prêtaient à l'URSS, à la différence que cette stratégie, offensive lorsqu'elle est soviétique, devient défensive lorsqu'elle est reprise par les Américains<sup>18</sup>.

Dans un article publié dans la revue du Comité central du PCUS – et qui par conséquent a été approuvé par les plus hautes instances dirigeantes – A. Arbatov affirme d'une part que « le point de départ de la stratégie américaine est l'affirmation que l'équilibre militaire, en vigueur dans les années 1960 et 1970, résultant de la « dissuasion nucléaire », aurait soi-disant changé dans les années 80... L'accroissement de l'armement et leur conception d'une plus grande efficacité d'utilisation ne renforce par la « dissuasion » mais augmente la probabilité d'un conflit global ».

Dans le même article, A. Arbatov affirme d'autre part que « la doctrine stratégique soviétique a un caractère foncièrement défensif et que la puissance nucléaire balistique sert à dissuader un adversaire potentiel »<sup>19</sup>. Il semble donc bien qu'un « transfert » de dissuasion entre Américains et Soviétiques soit en voie de s'opérer. La « faillite » de la coexistence pacifique qui ne serait plus à même de remplir sa fonction essentielle – éviter l'éclatement d'une guerre – et serait ainsi reléguée à un second plan dans la hiérarchie des concepts de l'idéologie et les bouleversements de la stratégie américaine seraient les principales causes du changement. Toutefois, le processus du changement, toujours très lent en URSS, semble devoir exclure toute modification des principes stratégiques fondamentaux de frappe massive et simultanée.

Les Soviétiques considéreraient en effet que si l'équilibre conceptuel en vigueur jusqu'à la fin des années 1970 a permis d'éviter l'affrontement armé pendant quelque trente ans, il n'y a pas de raison qu'en inversant les rôles, un tel équilibre ne puisse se retrouver et aboutir à un même résultat « d'impasse stratégique », pour reprendre l'expression de G. Arbatov.

### III – LES DÉBATS ANNEXES

À côté de ce débat concernant la dissuasion, d'autres aspects de l'environnement politique de la stratégie soviétique semblent également discutés et notamment la relation entre guerre et politique. Bien que ce sujet touche le fondement même de la politique soviétique de défense, il semble bien qu'il ne s'agisse en fait que d'un débat secondaire.

En effet, depuis la création de l'État soviétique, il a toujours été considéré que « la guerre était la continuation de la politique par d'autres moyens » selon l'expression de Clausewitz, telle qu'elle a été reprise de nombreuses fois par Lénine. Ce dernier précisait toutefois que si Clausewitz ne considérait que la politique extérieure, il fallait, dans les conditions du « capitalisme monopoliste » également considérer la guerre comme la continuation de la politique intérieure des États.

18. Cf. L. SEMEJKO, *Temps Nouveaux*, n° 50, 1980, *op.cit.* Dans cet article, L. SEMEJKO commente l'article de C. GRAY et K. PAYNE « La victoire est possible », paru dans *Foreign Policy* juste avant l'adoption de la Directive 59, « en analysant ces thèses, il est facile de remarquer qu'elles sont en somme la copie de ce que l'on a prêté à l'Union soviétique dans le cadre de la prétendue stratégie d'obtention de la victoire dans la guerre », p. 13.

19. A. ARBATOV, « Strategija jadrnogo bezrassudstva » (La stratégie de la démence nucléaire) *Kommunist* 6, Avril 1980, pp. 103, 104, 110. L'auteur de cet article utilise le même terme pour qualifier la dissuasion occidentale et soviétique (« sderživanie »). Toutefois, pour les distinguer, il met le concept occidental entre guillemets.



L'émergence du fait nucléaire et surtout l'apparition des missiles intercontinentaux ont-ils changé cette conception? Certains militaires soviétiques l'ont envisagé en début des années 1960, mais leurs idées, à l'issue de discussions, ont été condamnées<sup>20</sup>.

Or, il semble que ces idées alors condamnées refassent surface aujourd'hui dans un contexte différent. Un des principaux théoriciens de la science politique soviétique affirmait en effet que, « à l'époque nucléaire, les objectifs politiques de la guerre changent considérablement. La formule de Clausewitz affirmant qu'une grande et puissante guerre correspond à une grande et puissante politique ne convient plus dans les conditions d'un conflit thermo-nucléaire, car, plus une telle guerre prend de l'envergure moins elle est conforme aux intérêts de la grande politique étant donné que les vainqueurs ne seraient pas dans une situation meilleure que les vaincus » et plus loin, il ajoutait: « la course aux armements et le perfectionnement des armes d'extermination massive rendent la guerre mondiale tellement absurde que sa menace disparaît d'elle-même »<sup>21</sup>.

Cet aspect d'absurdité de la guerre nucléaire — base du concept français de dissuasion — avait déjà été réfuté en URSS lors des discussions des années 1960 mentionnées plus haut. Or, il semble revenir actuellement à l'ordre du jour en faisant cette fois-ci référence à Lénine et Engels. Références d'ailleurs plus ou moins convaincantes!

Il nous a en effet été rapporté, au cours d'une discussion avec un chercheur soviétique, que dans les conditions actuelles « une guerre nucléaire n'est pas politique et que Lénine avait d'ailleurs prévu le temps où des conditions techniques telles et un développement qualitatif des armements tel feront que la guerre perdra sa qualité politique ». Extrapolation extrêmement hasardeuse d'un texte de Lénine de 1918 qui affirme seulement que le perfectionnement technique des armements aboutit à des guerres de plus en plus barbares et destructrices. Et Lénine ajoutait, — infirmant ainsi l'idée de la perte du caractère politique des guerres — que cette barbarie aboutirait « ou bien à la domination de la classe ouvrière ou bien à la création de conditions qui rendraient cette domination indispensable »<sup>22</sup>.

L'important n'est donc pas la solidité de la citation de Lénine sur laquelle s'appuient ces affirmations mais que de telles affirmations resurgissent quelque vingt ans après avoir été condamnées. F. Bourlatski, qui fait également référence à cette citation de Lénine, affirme par ailleurs que la troisième guerre mondiale n'a pas éclaté pour trois raisons: parce qu'une telle guerre est devenue absurde, parce que l'équilibre des forces fondé sur la bipolarité du système international rend impossible la victoire de l'un des camps et parce que les « forces de la paix » (entendre les pays socialistes) sont supérieures aux « forces bellicistes »<sup>23</sup>. Même si F. Bourlatski estime que la troisième raison est la plus importante — et il est obligé de le faire — ses deux premières raisons ne s'en trouvent pas moins en opposition avec la doctrine officielle. Or, jusqu'à présent, il ne semble pas avoir été directement condamné, même si certains auteurs, réaffirment avec vigueur le lien indéfectible entre guerre et politique, notamment en rappelant la validité du concept clausewitzien, tel qu'il a été repris par Lénine: « le passage aux armes nucléaires balistiques a brutalement élevé le poids spécifique des moyens de réalisation de la politique dans la structure de la nature de la guerre ... Les idéologues bourgeois ont perçu la non conformité des buts politiques et des moyens de mener la guerre, comme si elle cessait d'être la continuation de la politique. Ils affirment que la

20. Voir notamment *Metodologičeskie problemy voennoj teorri i praktiki* (problèmes méthodologiques de la théorie et de la pratique militaire), Moscou, Voenizdat, 1966, p. 33.

21. F. BOURLATSKI, « La prévention de la guerre mondiale et la planification de la paix universelle » in « La Politique soviétique de Paix », *op. cit.*, p. 78 et 80.

22. V. LÉNINE, *Oeuvres*, Paris, Moscou, 1961, T.27, pp. 448-449.

23. F. BOURLATSKI, *op. cit.* p. 80.

formule de Clausewitz est périmée. Malheureusement, de telles opinions se sont trouvées également dans notre presse. Sur ce point, on peut dire oui, la formule de Clausewitz est périmée; pas celle de Lénine »<sup>24</sup>.

Le débat reste donc ouvert, mais il est très vraisemblable que, comme il y a vingt ans, les tenants de l'orthodoxie léniniste sortent victorieux. Accepter ce principe de la séparation de la guerre et de la politique reviendrait en effet à remettre en question tout l'édifice sur lequel a toujours reposé la politique extérieure soviétique, son concept stratégique et l'idéologie qui sous-tend l'un et l'autre. Et ce, sur la base d'une citation extrêmement discutable.

Il n'en reste pas moins certain que des discussions se déroulent actuellement en URSS sur les questions de doctrine stratégique. Et quand bien même de telles discussions n'aboutiraient qu'à un retour au statu quo ante, elles n'en représentent pas moins la perturbation provoquée par les modifications du concept stratégique américain et par les innovations technologiques que ces derniers ont apporté à leurs armements.

Il est donc possible d'envisager que, comme ce fut le cas en 1962, avec la publication de la première édition du Manuel du Maréchal Sokolovkij, faisant suite aux discussions sur la nature de la guerre nucléaire, un nouvel ouvrage de référence sur la stratégie soviétique soit en préparation. D'autant plus que, de l'avis même d'experts soviétiques en matière militaire, les idées de Sokolovkij concernant la guerre nucléaire sont périmées. Seuls seraient valables les dits ou écrits de responsables soviétiques d'aujourd'hui et notamment l'article « stratégie » de l'Encyclopédie militaire soviétique, rédigé par le Maréchal Ogarkov, dont on peut penser qu'il sera l'auteur du futur manuel de stratégie<sup>25</sup>.

24. A., MILOVIDOV; V., ŽDANOV, « Social'no-filosofskie problemy vojny i mira » (problèmes sociaux et philosophiques de la guerre et de la paix) *Voprosy Filosofii*, 10, octobre 1980, p. 39; Voir également V. KUSKOV « Nemeckij Voennyj teoretik Karl Klauzevic » (Karl Clausewitz, théoricien militaire allemand), *Voenna-istoričeskij Žurnal*, 8, 1980, pp. 80-83.

25. *Sovetskaja voennaja Enciklopedija* (Encyclopédie militaire soviétique) Moscou 1979, T. 7 pp. 555-565. Il est intéressant de relever que cet article est le premier à apporter une véritable modification au concept stratégique soviétique en envisageant que « la future guerre mondiale pourrait commencer et être menée pendant un temps déterminé, uniquement avec des armes conventionnelles ».